

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS -----	i
SOMMAIRE -----	ii
LISTE DES ACRONYMES -----	iii
GLOSSAIRE -----	iv
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES -----	v
LISTE DES ANNEXES -----	vi
INTRODUCTION GENERALE -----	1
PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE ET DEFINITION DE LA POLITIQUE MONETAIRE -----	3
Chapitre 1 : LA POLITIQUE MONETAIRE DANS LE CAS GENERAL. -----	4
I. La présentation et spécification de la monnaie -----	4
II. La politique monétaire -----	6
III. Les théories de la monnaie -----	11
Chapitre 2 : LA STABILITE DES PRIX -----	15
I. Concept de la stabilité des prix -----	15
II. L'inflation -----	15
III. Protection contre l'inflation -----	17
IV. Les effets de l'inflation -----	19
PARTIE 2 : APPROCHE ANALYTIQUE -----	21
Chapitre 1 : VISION SUR LA POLITIQUE MONETAIRE SUR LE NIVEAU GENERAL DES PRIX : CAS DE MADAGASCAR DE 2010 à 2014 -----	22
I. La gestion de la politique monétaire -----	22
II. La stabilité des prix -----	25
Chapitre 2 : ANALYSE EMPIRIQUE -----	28
I. Présentation des données -----	28
II. Traitement des données -----	29
III. Application des tests de causalité pour la vérification du sens de relation entre la masse monétaire, indice des prix et taux de change -----	29
IV. La causalité du sens de Granger -----	29
V. Spécification du modèle économétrique -----	30
VI. Les résultats -----	31
VII. Interprétation -----	35
CONCLUSION GENERALE -----	37
BIBLIOGRAPHIE -----	38
TABLE DES MATIERES -----	39
ANNEXE 1 -----	vii

LISTE DES ACRONYMES

BCM : Banque Centrale de Madagascar

M3 : Masse monétaire au sens large

TC : Taux de change officiel

IPC : Indice de prix à la consommation

INSTAT : Institut National de statistique

BTA : Bons de trésor en ARIARY

RO : coefficient de réserves obligatoires

V : vitesse de la monnaie

M : Stock de la monnaie en circulation

P : Niveau général des prix

T : Volume de transaction

MO : quantité de la monnaie offerte

FMI : Fonds Monétaire International

SPSS : logiciel de statistique (statistics standard)

GLOSSAIRE

Banque d'Emission : celle qui a de privilège d'émettre des billets ou pièces de Banque.

Inflation : la hausse de prix généralisés entres les biens et services.

La causalité du sens de la Granger : la notion de causalité revêt une connotation technique spécifique, un effet, qu'une variable causait une autre variable, les deux variables doivent être corrélées.

Niveau général des prix : indice des prix à la consommation. Il permet d'estimer entre deux périodes données la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages, est l'instrument de mesure de l'inflation.

Politique conjoncturelle : Politique qui vise à agir à l'activité économique à court terme pour garantir la croissance économique forte sans déséquilibres (chômage, déficit budgétaire, inflation)

Politique monétaire : est l'ensemble des moyens dont disposent les Etats ou les autorités monétaires (Banque centrale) pour agir l'activité économique par l'intermédiaire de l'offre monétaire.

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau N° 1 : Les objectifs et les variables visés	10
Tableau N° 2: Evolution de la masse monétaire, taux de change officiel et l'indice des prix à la consommation de 2010 à 2014.	28
Tableau N° 3: Résultats du modèle (M3 et IPC).....	32
Tableau N° 4: Résultats du modèle (M3 et TC).....	34
Graphique N° 1: Indice des prix à la consommation et la masse monétaire (2010 à 2014) ...	26
Graphique N° 2: Indice des prix à la consommation (2010 à 2013) en %.....	27
Graphique N° 3: Evolution du taux d'inflation 2010 à 2014 (en %)	27
Graphique N° 4: nuage de points (M3 et IPC)	31
Graphique N° 5: nuage de points (M3 et TC)	33

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Tableau N°2 : Evolution de la masse monétaire, taux de change officiel et l'indice des prix à la consommation de 2010 à 2014. -----	vii
ANNEXE 2 : Basse des données -----	vii
ANNEXE 3 : Tableau N°3 : Résultats modelé (M3 et IPC)-----	ix
ANNEXE 4 : Tableau N°4 : Résultats modelé (M3 et TC) -----	xi
ANNEXE 5 : <i>Graphique N° 1</i> : Indice des prix à la consommation et la masse monétaire (2010 à 2014)-----	xii
ANNEXE 6 : <i>Graphique N°2</i> : Indice des prix à la consommation (2010 à 2013) en % --	xiii
ANNEXE 7 : <i>Graphique N°3</i> : Evolution du taux d'inflation 2010 à 2014 (en %)-----	xiii
ANNEXE 8 : Graphique N°4 : nuage de points (M3 et IPC) -----	xiv
ANNEXE 9 : Graphique N°5 : nuage de points (M3 et TC) -----	xv

INTRODUCTION GENERALE

Actuellement, tout pays ne reste isolé au développement par rapport au reste du monde, tant sur le plan économique, culturel, social, que sur la technologie.

Aujourd'hui, le niveau du développement d'un pays se mesure à l'aide de l'IDH (Indice de Développement Humain), c'est-à-dire le bien-être de la population.

En effet, un gouvernement au sein d'une communauté a pour objectif primordial d'assurer le bien-être social de sa population. Et pour que cet objectif soit atteint, les gouvernements doivent établir leur système politique économique.

Dans le cadre de la politique économique générale, pour atteindre les objectifs, le gouvernement doit mettre en place une politique monétaire comme principal point d'action. Cette politique monétaire vise à agir de façon globale sur les variables réelles de l'économie par le truchement des variables monétaires (offre et demande de la monnaie, le taux de change, le taux d'intérêt).

D'où le choix de notre thème : « **incidence de la politique monétaire sur le niveau général des prix, cas de Madagascar de 2010 à 2014** »

La politique monétaire agit de façon globale sur les variables économiques à savoir le prix, le niveau d'activité, plein emploi ; équilibre extérieur.

Dans ce sens, il y a un intérêt capital puisque la politique monétaire permettra d'une part à la communauté scientifique de prendre en considération quelques éléments qui occasionneront la stagnation et d'autre part d'interpeller le pouvoir public à la nécessité de stabiliser les prix en évitant l'incertitude dans l'économie. Et cette incertitude est préjudiciable à la croissance économique de notre pays.

Pour y parvenir, notre problématique de recherche une question se pose :

Quelle serait l'incidence de la politique monétaire de la BCM sur le niveau général des prix ?

La république de Madagascar est le lieu géographique de notre travail étant donné que la Banque Centrale de Madagascar est connue comme l'institut d'émission à Madagascar et a la charge d'établir et de piloter la politique monétaire.

Notre étude s'étend sur un intervalle de temps allant de 2010 à 2014

Ainsi, nous avons proposé les hypothèses ci-après :

- La politique monétaire de la BCM agit inefficacement sur le niveau général des prix.

- Le caractère inopérant de la politique monétaire sur le niveau général des prix à Madagascar découle du mauvais agencement des instruments directs et indirects (mauvaise politique d'encadrement des crédits, absence de la politique d'open market)

Pour vérifier ces hypothèses, nous allons faire recours à la méthode fonctionnelle et analytique.

- La méthode fonctionnelle consiste à mettre en évidence une relation causale entre une ou plusieurs variables explicatives et une variable expliquée.

- La méthode analytique permet quant à elle d'analyser, d'interpréter et de commenter le comportement de certains agrégats économiques.

Ces deux méthodes et les sources documentaires nous aiderons à réaliser ce travail de mini mémoire.

Les deux méthodes ont été complétées par la technique documentaire ; ce qui a conduit à subdiviser notre travail en deux parties :

- Dans la première partie nous allons passer en revue les différentes considérations théoriques sur la politique monétaire, la stabilité des prix et les théories de la monnaie.

- Dans la deuxième partie nous allons faire un aperçu sur la politique monétaire et le niveau général des prix à Madagascar de 2010 à 2014 sur le premier chapitre ; et le deuxième chapitre sera consacré à l'analyse empirique : vérification des hypothèses des bases.

PARTIE I

PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE ET DEFINITION DE LA POLITIQUE MONETAIRE

La politique monétaire peut être vue de deux façons contradictoires selon que l'on considère qu'elle consiste à fixer un taux d'intérêt ou un agrégat monétaire, la fameuse masse monétaire. C'est-à-dire une politique monétaire fixe, qui n'est pas réaliste et n'a pas de sens dans l'économie financière. L'opposition reste l'actualité dans les débats sur la politique monétaire.

En effet, il est intéressant de connaître théoriquement la notion de la monnaie, la politique monétaire et les effets qu'elle provoque dans l'économie.

Dans cette première partie, scindée en deux chapitres qui s'intitulent Politique monétaire dans le cas général et La stabilité des prix, nous allons faire une représentation ou spécification et définitions de la monnaie et la politique monétaire avec ses objectifs. En outre, cette partie contient certaines théories expliquant la relation existant entre la masse monétaire et l'instabilité des prix c'est-à-dire l'inflation.

Chapitre 1 : LA POLITIQUE MONETAIRE DANS LE CAS GENERAL.

Certains économistes considèrent que la macroéconomie prouve qu'il faut agir sur certains agrégats comme la masse monétaire ou la demande globale pour créer de la croissance économique.

En effet, il est nécessaire de savoir la signification de la monnaie au sens large et la politique monétaire.

Ici nous allons aborder successivement les généralités sur la présentation et spécification de la monnaie, la politique monétaire et la théorie de la monnaie.

I. La présentation et spécification de la monnaie

1. Définition de la monnaie

La définition de la monnaie pose des problèmes étant donné son usage répandu et ses formes diverses. Ainsi, il existe plusieurs définitions de la monnaie. Dans notre travail, nous allons définir la monnaie autour de trois critères.

a) La monnaie en tant qu'institution

Aujourd'hui, la monnaie est appréhendée comme une institution dans la mesure où elle est acceptée partout en paiement. Autrement dit, elle est universellement acceptée par les agents économiques en règlement de vente. L'utilisation de la monnaie repose donc sur la confiance car chaque agent économique l'utilise de la même manière que les autres agents l'utiliseront. C'est pour cette raison que l'utilisation de la monnaie nécessite des règles, des pratiques et suppose de surcroît une certaine confiance. La monnaie a donc une dimension sociale évidente d'autant plus qu'elle est partout acceptée et qu'aussi les agents économiques présentent de nombreux avantages par rapport à l'économie de troc¹.

b) La monnaie en tant que bien

Les premières formes monétaires étaient des biens (métaux, coquillage....). Toutefois, ces derniers doivent appartenir à une certaine catégorie de qualités leur permettant de les utiliser comme instrument d'échange.

En effet, ces biens doivent notamment :

- Être durables pour la portée du pouvoir d'achat dans l'avenir,

¹ Echange direct de biens ou services sans l'intermédiaire de la monnaie

- Être divisibles pour opérer des paiements de valeur différente,
- Être suffisamment élevés pour que le stockage du pouvoir d'achat puisse assurer les achats avenir à faible volume,
- Permettre des règlements courants

c) La monnaie en tant qu'actif

La monnaie sert par ailleurs à conserver la valeur. Elle est en effet un élément du patrimoine des agents au même titre que d'autres actifs notamment les obligations². C'est pourquoi la monnaie est fréquemment appréhendée elle-même comme un actif émis par les institutions financières (comme la banque centrale, banque commerciale) et détenu par les agents non financiers. La monnaie joue donc un rôle très important dans la croissance économique et surtout dans la production.

2. Les fonctions de la monnaie

a. La fonction d'intermédiaire des échanges

Pour saisir la nature et l'intérêt de cette fonction, parfois qualifiée de fonction de moyen de paiement, il est nécessaire de comparer les économies monétaires et les économies de troc. La monnaie est un intermédiaire dans la circulation des marchandises. A chaque fois que les marchandises circulent, la monnaie circule. Cette situation succède au régime du troc (marchandises contre marchandises) qui quant à lui pose des difficultés comme :

- Une rencontre courante de deux agents ayant des désirs différents
- La possibilité de comparaison entre les deux éléments faisant l'objet de l'échange dont les valeurs doivent être identiques pour que l'échange soit bénéfique et qu'il se réalise dans l'équité. Ce pose alors le problème de la détermination de terme de l'échange.
- L'indivisibilité des biens.

b. La fonction de réserve de valeur

Si la monnaie permet d'acheter un bien et/ou un service, elle offre aussi la possibilité de choisir la nature de ce bien/ou service. Elle autorise en outre la détention du pouvoir d'achat

² Sont des titres de créances, émises généralement par les sociétés et les Etats pour emprunter des fonds sur les marchés.

d'une période à une autre sans pour autant obéir au « pouvoir réel³ » suite à une éventuelle inflation.

Donc, la monnaie serait un instrument permanent de réserve de valeur. Elle permet de changer les décisions par rapport au passé, au présent et à l'avenir : « L'importance de la monnaie découle essentiellement du fait qu'elle constitue un lien entre le présent et l'avenir⁴ », les agents sont incités à épargner.

c. La fonction d'unité de compte

La monnaie est une mesure de valeur des biens. Elle permet d'exprimer la valeur de chaque bien par rapport à une référence unique à l'instar des unités de mesure des longueurs ou des poids.

L'unité de compte est celle dans laquelle les prix sont fixes et les comptes sont tenus. La monnaie est appelée « numéraire⁵ » parce que les valeurs de différents biens sont exprimées en une seule unité.

II. La politique monétaire

A. Définition de la politique monétaire

La politique monétaire est l'une des politiques économiques. Elle est l'ensemble des moyens dont les Etats ou les autorités monétaires doivent disposer pour agir ou assurer l'activité économique par l'intermédiaire de l'offre monétaire.

Cette politique est l'une des politiques les plus anciennes de la politique conjoncturelle⁶. Elle est apparue en 1836 à la banque d'Angleterre, suite à la découverte de l'influence que pouvait avoir la variation du taux d'escompte de la banque.

La Banque Centrale de Madagascar définit la politique monétaire comme un moyen d'équilibre interne et externe de la monnaie par la stabilité des prix et le taux d'inflation.

D'une manière générale, cette politique repose sur la façon dont le gouvernement et les institutions bancaires — telles que la banque centrale — décident d'utiliser la masse

³ Pouvoir d'achat réel, est la capacité d'achat en termes de biens et services marchands d'une quantité donnée de monnaie.

⁴ KEYNES John Maynard, *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt de la monnaie*, 1936, Paris

⁵ Une référence par rapport à laquelle se base en valeur de paiement, il s'agit d'une unité spécialement définie (soit en billet ou en pièce)

⁶ Une politique qui vise à régler l'activité économique à court terme pour garantir une croissance forte sans déséquilibres (chômage, déficit budgétaire, inflation)

monétaire en circulation en vue de contrôler le taux d'intérêt, la réduction de la hausse des prix et la dévaluation de la monnaie (inflation). La politique monétaire favorise alors la croissance économique du pays. En guise d'exemple, une diminution des taux d'intérêt met l'accent à l'accès au crédit permettant ainsi aux entreprises de s'investir d'avantage et aux ménages d'avoir le pouvoir de consommer plus. Par contre une augmentation des taux d'intérêt ralentira la demande de liquidité des banques.

Ainsi la politique monétaire se définit comme l'utilisation du contrôle de l'offre de monnaie et aussi comme instrument qui donne le courage de réaliser les objectifs d'une politique économique générale.

Dans ce sens, elle peut être définie comme l'un des éléments de la politique économique générale dont les autres sont la politique budgétaire, la politique du revenu et des prix, la politique agricole, la politique structurelle etc.

Maintenant, comme nous avons déjà défini la politique monétaire, il est dans notre devoir d'examiner ses objectifs avant d'aborder l'étude de ses instruments dans l'ensemble.

B. Buts de la politique monétaire

La politique monétaire a un objectif final. Cet objectif est préalablement précédé par deux autres, à savoir les objectifs opérationnel et intermédiaire. On peut donc dire que les objectifs de la politique monétaire sont divisés en trois catégories : **opérationnel**, **intermédiaire** et **ultime**.

1. Objectif général ou final de la politique monétaire.

La préoccupation d'un Etat dans la politique économique est la régulation conjoncturelle de l'activité économique. En effet, le souci prioritaire d'un gouvernement est de chercher les principaux indicateurs pouvant régler une situation économique d'un pays quand celle-ci apparaît délicate. Dans la théorie « carrée magique⁷ », il y a quatre objectifs à atteindre : le plein emploi (la réduction du chômage), la maîtrise de la hausse des prix, la croissance économique et l'équilibre extérieur.

⁷ Selon l'économiste NICHOLAS Kaldor : Gilles Jacoud, *La monnaie dans l'économie*, Edition Nathan, 1994, Paris

a) Le plein emploi

Ici la monnaie est active⁸. Elle peut de fait donner une influence sur le niveau de la production, de l'emploi comme elle peut donner une influence sur elle-même.

Il s'agit donc de recourir aux facteurs de production disponibles en vue d'assurer une forte productivité.

On peut définir le plein emploi comme le moyen le plus efficace pour diminuer ou lutter contre le chômage (Keynes, *l'intervention de l'Etat est nécessaire*). Cet objectif doit être atteint avant l'apparition du chômage conjoncturel ayant pour dessein de diminuer le chômage involontaire.

b) La stabilité des prix

Il s'agit de restreindre la progression de l'inflation, c'est-à-dire de restreindre la hausse des prix au marché. Cet objectif peut se définir comme le maintien de la stabilité des prix. C'est une politique mise en place pour lutter contre l'inflation et maintenir l'équilibre extérieur.

c) L'équilibre extérieur (balance extérieur)

Une balance extérieure déficitaire constitue un néfaste pour tous pays. Si un déficit extérieur perdure, la confiance en la monnaie baisse, la spéculation amplifie la méfiance et le cours de change diminue. Le coût d'achat des importations devient important, ce qui peut engendrer ou amplifier une inflation. Donc, dans ce sens, il s'agit de chercher un équilibre entre les entrées et les sorties de biens et services, entre les revenus et les capitaux.

A court terme, il s'agit de maintenir le niveau de réserves de change et à long terme de maintenir l'augmentation des exportations, un surplus permettant de déterminer la balance des paiements globaux.

d) La croissance économique

C'est la politique qui va essayer de faire une amélioration du bien-être social des individus, par la stimulation de facteurs de production, pour un seul but, le développement de la production et du revenu national jugé comme le moteur du bien-être.

⁸ Keynes, *théorie générale d'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* en 1936.

Dans cette approche, on peut aussi dire que c'est le passage d'un niveau bas à un niveau supérieur de production.

2. Les objectifs spécifiques de la politique monétaire

La définition de l'objectif intermédiaire repose essentiellement sur une série d'hypothèses. Il existe une liaison plus ou moins étroite entre l'objectif intermédiaire et l'objectif final. C'est dans ce sens que la banque centrale sera en mesure de maîtriser la réalisation de l'objectif intermédiaire grâce aux instruments dont elle dispose.

La banque centrale crée un point de référence pour les prévisions des agents économiques et exerce ainsi un effet d'anticipation, en fixant les objectifs intermédiaires. La politique monétaire est plus facile à mettre en œuvre et plus discrète et a un effet moins douloureux.

Les banques centrales ont plusieurs choix entre plusieurs types d'objectifs intermédiaires : des objectifs de taux d'intérêt ; des objectifs quantitatifs de monnaie ; des objectifs de taux de change etc...

3. Objectifs opérationnels de la politique monétaire

Il y a deux objectifs opérationnels que la banque d'Emission se doit d'atteindre : le taux du marché interbancaire et la base monétaire. Ces derniers offrent aux autorités monétaires la possibilité de contrôler efficacement la masse monétaire.

La hiérarchie des objectifs de la politique monétaire :

Tableau N° 1 : Les objectifs et les variables visés

Les objectifs					
	Objectifs opérationnels : action sur des variables directement contrôlables	→	Objectifs intermédiaire : répercutions sur les déterminent de principaux indicateurs	→	Objectifs finals : contrôle de l'évolution des grands indicateurs économiques
	les variables visés				
	Objectifs opérationnels		Objectifs intermédiaire		Objectifs finals
	Taux du marché interbancaire monétaire central		Divers taux d'intérêt, agrégats de monnaie, agrégats de crédit, taux de change		Taux de croissance, taux d'inflation, niveau d'emploi, équilibre extérieur

- **Source :** Gilles Jacoud, *La monnaie dans l'économie*, Edition Nathan, 1994, Paris

C. Les outils de la politique monétaire

Nous venons de définir les trois catégories d'objectifs de la politique monétaire. Notons que, pour parvenir à ces objectifs ainsi fixés, les autorités monétaires mettent en place certains moyens.

Dans ce sens, nous allons expliquer les différents instruments de la politique monétaire :

- ❖ Les moyens de contrôle direct
- ❖ Les moyens de contrôle indirect

1) Les moyens du contrôle direct

C'est une stratégie qui donne contrôle au crédit. D'une manière globale, cet instrument est caractérisé par l'utilisation de deux instruments à savoir, la sélectivité du crédit et l'encadrement du crédit.

- La sélectivité du crédit : donne l'orientation des crédits bancaires dans la bonne direction que l'Etat souhaite.
- L'encadrement du crédit : est la limitation décidée par voie réglementaire du taux de croissance des encours de crédits distribués par les banques, en prenant l'année passée comme base. Il permet de freiner l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation sans augmenter les taux d'intérêt. Il s'agit du volume des crédits à accepter qui est plafonné.

2) Les moyens du contrôle indirect

a. Réescompte ou refinancement

Par cet instrument, les banques empruntent directement des liquidités aux autorités monétaires comme la banque centrale, par le truchement de titres privés qu'elles ont en portefeuille. Le taux de refinancement de ces titres est donc fixé à l'avance.

b. Open Market

La politique Open Market est une forme d'intervention de la banque centrale sur le marché monétaire.

La banque centrale vend de la monnaie centrale contre des titres (bons de trésor, certificat de crédit, etc...). Elle favorise l'augmentation de la masse monétaire en circulation et favorise aussi l'augmentation des crédits à l'économie.

III. Les théories de la monnaie

1. La théorie de Friedman

La théorie de Friedman se fonde sur le rôle de la monnaie dans l'économie monétaire et sur la cause à effet d'augmentation de la masse monétaire en circulation.

Selon Friedman,

PV=MQ ; avec :

- ♦ **P** : le niveau général des prix, **V** : la vitesse de circulation de la monnaie
- ♦ **M** : la masse monétaire et **Q** : la valeur de la transaction

Dans cette théorie, l'augmentation de la masse monétaire M modifie le prix, c'est-à-dire qu'une augmentation de la masse monétaire mise en circulation a pour effet d'augmenter le niveau général du prix P

2. La théorie quantitative de la monnaie

Cette théorie de quantité de la monnaie est fondée en science économique sur la relation de causalité entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau général de prix

Pour bien expliquer cette théorie, l'économiste Fisher a proposé une autre équation :
 $M_o \cdot V = P \cdot T$

Cette équation a été mise en évidence par Irving Fischer (1867-1947). Selon lui :

Toute augmentation de la quantité de monnaie offerte (M_o) entraîne une augmentation des prix (P) car la vitesse de la monnaie (V) est constante (la demande de monnaie ne varie pas) et le volume de transaction (T) est à son niveau maximum en raison du plein emploi des facteurs de production.

Les variations de la masse monétaire se répercutent entièrement sur le niveau des prix, donc le taux de croissance du niveau des prix est égal à celui de la masse monétaire. L'inflation est ainsi un phénomène strictement monétaire.

L'équation de Fischer étant toujours vérifiée, deux hypothèses viennent la compléter : d'une part, on suppose que la masse monétaire est une variable exogène, dont le niveau est fixé par les autorités. D'autre part, on suppose que la vitesse de circulation de la monnaie et le volume des transactions sont constants.

Dans une autre version, la théorie de la macroéconomie, soutenue par Marshall et Pigou, on explique l'inflation monétaire par l'effet d'encaisse réelle des individus : l'encaisse réelle que tout agent souhaite détenir en permanence dans son revenu se définit comme le rapport entre la masse monétaire (M) et le niveau général des prix (P). Si M augmente, l'agent se trouve en présence d'une encaisse réelle supérieure à l'encaisse désirée : il va donc dépenser

cette encaisse excédentaire et provoquer de ce fait une inflation (hausse de P) qui rétablit M/P à son niveau de départ.

La théorie repose sur des hypothèses bien déterminées telles que la constance de la vitesse de circulation de la monnaie, du revenu réel, du niveau de production et du volume de transaction. Or, ces hypothèses sont relativement discutables et peu vérifiées.

Cette théorie est l'une des premières explications de l'inflation et c'est pour cela qu'elle a une portée non négligeable. Seulement, d'autres théories de l'inflation ont été mises en évidence. Samuelson distingue par exemple deux autres types d'inflations : l'inflation par la demande ou par les coûts (notamment lorsque le salaire augmente plus que la productivité).

La principale critique est keynésienne. Pour lui, la demande de monnaie obéit à trois types de motivations : un motif de précaution, un motif de spéculation et un motif de transaction. De plus :

- Les taux d'intérêt déterminent le coût de détention d'encaisses peu ou pas rémunérées. En effet, il y a un coût d'opportunité que possèdent les encaisses non rémunérées. Ces encaisses sont rémunérées si elles sont placées sur le marché financier. Keynes met en évidence le fait que plus les taux d'intérêt augmentent plus les agents rationnels ont tendance à placer leurs encaisses monétaires plutôt que de les conserver en liquidité. Donc la demande de monnaie dépend directement du taux d'intérêt. Ces taux d'intérêt sont une valeur ignorée par les Néoclassiques dans la théorie.

- Keynes introduit la notion de spéculation boursière. Si les agents anticipent une variation du taux d'intérêt, ils modifieront leur demande (appelée spéculative) de monnaie. La fonction de demande de monnaie Keynésienne est alors différente de celle des Néoclassiques présentée ci-dessus puisqu'elle tient compte des taux d'intérêt et de la demande.

Fischer (1867-1947) a mis en place l'équation qui établit une causalité entre les variations de la quantité de monnaie en circulation et les variations du niveau général des prix :

$M * V = P * T$ (Avec M = stock de monnaie en circulation, V = vitesse de circulation de la monnaie, P = niveau des prix et T = volume des transactions).

On traduit donc MV = flux de monnaie dépensé, et PT = valeur nominale des paiements (transactions).

Sous ces hypothèses (certes discutables, nous le verrons) :

Plein emploi des facteurs de production, donc T fixé ;

Habitudes de paiements stables, donc V fixé ;

T indépendant de M .

On peut donc écrire : $P = (V/T) * M$. Or (V/T) constant donc P et M sont supposés proportionnels et $T > 0$. Donc : $\Delta P = (V/T) \Delta M$ (Δ représente la variation), ΔP et ΔM sont proportionnels.

De manière succincte, on peut traduire cette équation comme le fait que toute variation de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie ΔM implique une variation proportionnelle du niveau général des prix ΔP .

Exemple : si les autorités monétaires décident d'augmenter la masse monétaire de 5 %, alors les prix augmenteront automatiquement de 5 %.

Rappelons que cette équation est générale et minimaliste, et que certaines hypothèses ne sont pas toujours vérifiées ; de très nombreux facteurs doivent être pris en compte pour expliquer l'inflation et la manière de la contrer.

Chapitre 2 : LA STABILITE DES PRIX

I. Concept de la stabilité des prix

Notons que l'objectif primordial de la banque centrale est de maintenir la stabilité des prix.

La banque centrale achète de la monnaie centrale dans l'intention de limiter la masse monétaire en circulation. Le but est alors de réduire l'inflation.

En octobre 1998, le conseil des gouverneurs de la banque centrale européenne a publié une définition quantitative de la stabilité des prix, afin de donner une orientation plus claire aux anticipations relatives à l'évolution des prix.

Dans ce sens, on peut définir la stabilité des prix comme une absence d'inflation ou déflation dans l'économie en général. Cette stabilité des prix fait connaître le niveau moyen des prix qui demeure inchangé même si les prix au marché de certains produits relatifs peuvent changer. Autrement dit, la stabilité se présente dans une économie dont l'augmentation des prix est durablement très faible ou nulle et engendre ainsi une légère incertitude de la part des agents économiques. Dans ce cas, la stabilité des prix est un facteur plus important qui fait maintenir la stabilité du pouvoir d'achat des ménages.

Ainsi, nous pouvons définir la stabilité des prix comme la situation d'une économie où l'évolution des prix est sous contrôle à court terme, à moyen et à long terme. La stabilité des prix consiste entre autres à lutter contre la hausse généralisée, durable et importante du niveau général des prix.

II. L'inflation

1. Définitions

Le terme inflation peut prendre plusieurs sens. Dans notre travail, nous allons le définir ainsi :

- L'inflation est une situation économique pouvant se définir comme l'augmentation des prix généralisés, suite à une circulation monétaire massive ou un déséquilibre entre l'offre et la demande globale des biens et services qui sont permanents sur le marché.
- L'inflation désigne le déséquilibre entre les offres et les demandes des secteurs de production et de consommation.
- Originellement, le mot inflation désigne une hausse de la quantité monétaire.

Dans ce sens, on peut retenir que :

- L'inflation désigne une hausse, un déséquilibre général des prix des biens et services.
- Elle résulte de l'ensemble des déséquilibres sectoriels.

2. Les formes de l'inflation

Nous avons démontré qu'il existe plusieurs définitions de l'inflation. Il en est de même pour les formes mais l'on ne va distinguer que deux formes :

- Inflation classique par la demande
- Inflation par le coût.

a) L'inflation par la demande

Dans cette théorie l'on trouve l'accès à la demande ou aux dépenses par rapport aux possibilités immédiates de la production. Donc les causes de l'inflation par la demande sont :

- Les causes monétaires
- Les causes économiques
- Les causes psychologiques

❖ Les causes monétaires

Elles sont dues aux dépenses massives par les acheteurs. Cette tendance à trop dépenser est généralement commune.

- ♦ La création massive de monnaie est due à l'accès à la dépense publique qui apparaît quand l'Etat ne parvient pas à équilibrer ses dépenses par les recettes correspondantes. L'Etat s'oblige dans ce cas à faire appel aux avances de la création monétaire pour couvrir son budget.
- ♦ Elle peut être aussi due à l'accès à la balance commerciale extérieure. Cet accès incite à une création monétaire dans l'économie bénéficiaire de cet excédent pouvant ainsi provoquer un déséquilibre entre la quantité de la masse monétaire en circulation et les biens offerts sur le marché.
- ♦ Enfin, elle peut également être due à l'accès au crédit. En effet, les banques commerciales créent de la monnaie en accordant du crédit, et cet accès à court terme provoque l'inflation et les risques sont plus graves en cas d'augmentation de crédit à moyen terme. Cette augmentation est mobilisée auprès de l'institution d'Emission.

❖ Les causes économiques

Ces sont les déficiences de la population, sa mauvaise orientation, son incapacité à répondre à un accroissement de la demande. Cet accroissement est la cause fondamentale de l'inflation.

❖ Les causes psychologiques

Elles sont parfaitement liées à la situation des agents économiques c'est-à-dire aux comportements des consommateurs et des travailleurs.

Quand les agents économiques sont persuadés que la dépréciation monétaire va être permanente, ils se précipitent à leurs achats, créant ainsi des demandes et des offres massives qui créeront à leur tour une augmentation des prix.

b) L'inflation par le coût ou inflation par les revenus

L'inflation par le coût se définit comme une forme d'augmentation des prix liée à la production nationale. L'inflation est alors due à la hausse des prix des matières premières importées. Cette hausse créera ainsi une augmentation des prix de vente des produits finaux sur le marché. En guise d'exemple, l'augmentation des prix du pétrole entraîne une hausse des prix des produits qui en dérivent sur le marché.

Il faut aussi retenir que l'inflation a trois caractères :

- La hausse des prix,
- La hausse des prix généralisés entre les biens et services,
- La hausse des prix continus, prolongée dans le temps

III. Protection contre l'inflation

L'un des objectifs de la politique monétaire, c'est de diminuer ou lutter contre la hausse continue des prix dite inflation.

Pour lutter contre l'inflation, trois catégories de protections sont à connaître :

- ❖ La protection individuelle
- ❖ La protection collective
- ❖ La protection institutionnelle

a) La protection individuelle

Les agents économiques sont rationnels. La dépréciation monétaire est négative. Ils ont donc tendance à toujours se protéger contre cette dépréciation. Ceux qui disposent d'assez de capitaux sont mieux armés. Alors les préventions individuelles contre la forte augmentation monétaire doivent se faire ainsi :

- ✓ Le placement se fait en monnaie étrangère ou par l'ouverture de compte dans des pays où les monnaies sont stables.
- ✓ On peut faire des achats des matières comme, l'or, du tableau, des terrains, des objets de collections, etc....
- ✓ On peut aussi augmenter les achats, un moyen pour se méfier de la monnaie.

b) La protection collective

Cette protection complète la protection individuelle. Elle est aussi contre l'inflation. Comme son nom l'indique, elle se fonde à travers une association ou groupement d'agents économique qui cherchent des intérêts collectifs.

Les moteurs de la protection collective sont les syndicats et organisations professionnelles dont l'un des objectifs est de défendre et améliorer le revenu réel de leurs membres et aussi accroître leurs parts dans le revenu national.

c) La protection institutionnelle

La compétence et la citoyenneté de la population incitent à une réaction de revendication souvent légitime. Les citoyens se sont imposé une liste de mesures qui tendent à assurer leur protection par un système d'ajustement qui réduirait les inégalités et l'inflation. Ces mesures sont :

- ♦ L'indexation du salaire,
- ♦ La révision du bilan,
- ♦ L'adaptation du barème fiscal,
- ♦ L'indexation de l'épargne.

IV. Les effets de l'inflation

Les secteurs, la population considérée et le degré de l'inflation engendrent deux effets à savoir les effets sur la production et les effets sur le revenu.

1. les effets sur la production

Les entreprises et les secteurs de production ont toujours comme objectif d'améliorer leur production de biens et services, en contrepartie de l'augmentation du produit national. Autrement dit, plus ce produit national augmente plus la consommation nationale tend à atteindre un niveau élevé.

Dans ce cas, une question se pose : l'inflation contribue-t-elle à l'accroissement ou à la baisse de la production ?

a) L'inflation lente et la croissance économique

Généralement, on trouve ces deux phénomènes dans les pays développés. Ils se caractérisent par une progression rampante du niveau moyen des prix, 2 ou 3% par an.

En effet, on a remarqué que dans les pays industrialisés, l'inflation lente favorise les investissements et stimule la croissance économique.

b) L'hyper inflation

Elle est engendrée par une perte rapide de la valeur de la monnaie pouvant conduire à l'effondrement du système monétaire qui n'est pas un stimulant, ni pour l'investissement ni pour la croissance économique.

Donc, l'opération économique devient presque impossible et les échanges équitables ne sont plus effectués. Une telle situation décourage l'épargne et rend plus difficile le financement des investissements. D'où le rythme de la croissance économique pourrait s'annoncer lent.

c) L'inflation et le déficit extérieur

Dans l'économie actuelle, la nationalisation économique, autrement appelée le système de l'économie internationale implique qu'il existe une dépendance économique entre les nations. Cette relation impose à chaque pays de maintenir les prix nationaux dans des limites comptables en respectant les exigences de l'exportation. Car quand les prix s'élèvent trop rapidement dans les pays exportateurs, les prix des produits d'échange s'élèveront

également à l'étranger, entraînant ainsi une diminution des exportations, une baisse des activités exportatrices et par la suite le chômage.

2. Les effets sur le revenu

Ce sont des conséquences purement économiques où généralement l'inflation redistribue les revenus et le pouvoir d'achat au détriment de tous ceux dont les revenus augmentent moins vite que les prix. Par contre ceux dont les revenus augmentent plus vite que les prix sont favorisés. D'où, les premières victimes de l'inflation sont les détenteurs des revenus car la hausse des prix n'entraîne pas forcément l'augmentation des revenus.

Conclusion partielle

Au cours de cette partie, nous avons donné les différents concepts liés à notre mini mémoire de recherche en abordant la notion de la monnaie, la politique monétaire, les objectifs avec leurs instruments, les notions portant sur la stabilité des prix ainsi que l'inflation.

PARTIE II

PARTIE 2 : APPROCHE ANALYTIQUE

Dans les économies monétaires, il existe toujours au moins un phénomène que la politique économique doit contrôler : la régulation monétaire, c'est-à-dire les conditions qui réagissent la distribution du crédit et la création monétaire. Mais cette régulation peut être vue de deux façons.

Pour les monétaristes ; seule importe la quantité de la monnaie que l'Etat doit contrôler puisqu'elle détermine le niveau et l'évolution des prix.

Malheureusement, Keynes postule sans discussion que la quantité de monnaie est une donnée exogène⁹ de sorte que le taux d'intérêt doit en équilibrer la demande et la quantité disponible.

Cette partie portant sur la politique monétaire appliquée à la BCM est subdivisée en deux chapitres. C'est la partie la plus intéressante de ce document étant donné qu'elle établit un traitement de données numériques afin de vérifier la relation existant entre la masse monétaire, les prix et le taux de change. Autrement dit, elle essaie d'expliquer analytiquement la théorie quantitative de la monnaie, la causalité de la masse monétaire circulant, l'indice de prix à la consommation et le taux de change officiel

⁹ KEYNES John Maynard, La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt de la monnaie, 1936, Paris, P, 179

Chapitre 1 : VISION SUR LA POLITIQUE MONETAIRE SUR LE NIVEAU GENERAL DES PRIX : CAS DE MADAGASCAR DE 2010 à 2014

Le présent chapitre a pour but de donner un aperçu sur la politique monétaire et le niveau général des prix à Madagascar durant une période bien déterminée à savoir 2010 à 2014.

En outre, nous allons porter notre attention sur la gestion de la politique monétaire gérée par la Banque Centrale de Madagascar. Cette gestion par la banque est possible grâce à l'article 6 de la loi N° 94-004 du 10 juin 1994 qui stipule : « la banque centrale de Madagascar a pour mission générale de veiller à la stabilité interne et externe de la monnaie, elle est le dirigeant de la politique monétaire de Madagascar ¹⁰ ». Mais la BCM doit aussi informer le président de la République et le chef de gouvernement de tout ce qui a trait à la stabilité monétaire.

I. La gestion de la politique monétaire

La politique économique générale a plusieurs composantes. La politique monétaire qui est l'une de ces composantes agit par l'intermédiaire des instruments permettant d'atteindre les objectifs opérationnels. Cette politique monétaire exerce en outre une influence sur les objectifs intermédiaires, conduisant ainsi à atteindre l'objectif ultime de l'économie.

A Madagascar, comme dans tout pays, la politique monétaire est menée par la banque centrale qui a entre autres la mission de veiller à la stabilité interne et externe de la monnaie.

La stabilité locale se traduit par la stabilité des prix. Dans ce sens, il va de soi que l'objectif final de la politique monétaire de la banque central de Madagascar est la maîtrise du taux d'inflation.

Pour parvenir à cet objectif, la stratégie habituelle adoptée est le ciblage des agrégats monétaires. L'inflation est ciblée à travers la masse monétaire qui est l'objectif intermédiaire de la politique monétaire. La masse monétaire ¹¹(M₃) est composée de la circulation fiduciaire, de tous les dépôts en ARIARY et en devises et des secteurs public et privé auprès de la banque.

¹⁰ La loi du BCM

¹¹ Rapport annuel du BCM

La BCM a toujours comme objectif d'arriver aux points optimaux de la politique monétaire qui sont :

- ❖ La lutte contre la hausse des prix (inflation),
- ❖ La stabilité du taux de change par un ajustement de l'offre et de la demande de devises, c'est-à-dire la recherche d'équilibre externe visant à contrôler la balance de paiement et le taux de change,
- ❖ L'augmentation de l'épargne nationale pour le financement des investissements. Cette augmentation repose sur :
 - l'encadrement de crédit et la réduction du déficit budgétaire,
 - l'obtention des taux d'intérêt positifs en tenant compte du rythme annuel de l'inflation.

1. Les instruments de la politique monétaire à Madagascar

Les outils de la politique monétaire sont appliqués à la gestion dans le but d'atteindre les objectifs de la Carre magique de Nicolas Kaldor.

L'année 1994 a été une année charnière¹² pour la BCM. Elle est marquée par le début de l'abandon des investissements directs et l'usage accru des instruments d'intervention indirecte de la politique. C'est dans cette période qu'on a vu également la mise en place du flottement¹³ du Franc malgache.

Ainsi la BCM utilise les instruments ci-après afin de gérer la liquidité bancaire. La BCM dispose alors de trois types d'instruments :

- Le taux directeur,
- Le coefficient des réserves obligatoires (RO),
- Les interventions sur le marché monétaire.

a. Le taux directeur

La BCM est la banque des banques à Madagascar. En effet, le taux directeur constitue un taux de référence aussi bien pour les opérations sur le marché monétaire que pour les banques dans la détermination de leur taux de base. La modification du taux directeur est un signe de resserrement ou d'assouplissement de la politique monétaire (*rapport annuel, politique monétaire*). Et cette année 2016, le taux directeur est de 10%.

¹² La loi du BCM

¹³ Taux de change variant, flottant.

b. Le coefficient des réserves obligatoires (RO)

Les banques ont fixé un montant minimum de réserves sous forme de dépôts non rémunérés auprès de la BCM par l'obligation des RO. Ce système a pour tâche de mettre momentanément en réserve une quantité déterminée qui pourrait causer une création monétaire excessive. Une modification du coefficient des RO entraîne un resserrement ou un assouplissement de la politique monétaire, comme pour le taux directeur.

c. Les interventions sur le marché monétaire.

Elles consistent à une injection monétaire sous forme d'achats de devises en cas de resserrement de la liquidité centrale et consiste aussi à un retrait de cette dernière sous forme de vente de devises en cas d'expansion non prévue de la base monétaire. Autrement dit, ces interventions menées en fonction du niveau de liquidité comprennent les opérations de refinancement et les reprises de liquidité.

Les opérations de refinancement peuvent se présenter sous deux formes : la demande des établissements de crédits par la prise en pension de titres et celle où l'intervention de la banque centrale sur le marché se fait par appel d'offres positif.

Les reprises de liquidité se font soit par appel d'offres négatif, soit sous forme de vente des titres.

2. La relation entre la politique monétaire et la politique budgétaire

La relation entre la politique monétaire et la politique budgétaire à Madagascar est basée sur la gestion de liquidité. La BCM travaille étroitement avec le trésor.

Les opérations du trésor est l'un des principaux facteurs qui influent les facteurs autonomes de la banque centrale de Madagascar et surtout la liquidité bancaire.

En 2014, la situation de finance et surtout le désengagement des banques sur le marché de BTA¹⁴ provient de l'adoption de « Policy mix¹⁵ ». Les relations entre la politique monétaire et la politique budgétaire de l'Etat se sont renforcées pour rendre faibles les contraintes budgétaires de l'Etat et assurer sa rentabilité.

En effet, un déséquilibre de la gestion budgétaire de l'Etat engendre une conséquence négative sur la politique monétaire, en provoquant une création de la monnaie c'est-à-dire une augmentation de la masse monétaire entraînant à son tour une inflation.

¹⁴ Bon du trésor par adjudication (en ariary), système de paiement existant à Madagascar

¹⁵ Politique économique mixte, représente les combinaisons qu'un Etat peut former avec sa politique budgétaire et sa politique monétaire en fonction des objectifs économiques du pays.

Nous pouvons de surcroît constater que la BCM a accordé des avances statutaires à l'Etat pour permettre à ce dernier de faire surtout face au remboursement engendré par le désengagement de la banque. Le montant enregistré est de 322,6 milliards d'ARIARY sur l'ensemble de l'année 2014, contre 33,4 milliards d'ARIARY en 2013. L'encours des avances statutaire à la fin de l'année 2014 s'est élevé à 366 milliards d'ARIARY.

3. Les points positifs et limites de la politique monétaire.

a) Les points positifs

- ✓ La BCM bénéficie un avantage positif sur les instruments utilisés. Sur les trois instruments, deux frappent à la liquidité globale (espèces et monnaie scripturale)
- ✓ La mise en œuvre des plans stratégiques basés sur des règles, pour atteindre les objectifs fixés et les mesures à prendre.
- ✓ La BCM qui a eu l'indépendance de la politique monétaire, a été conférée par l'article 6 de la loi N°004-94 du 10 juin 1994.
- ✓ La banque centrale de Madagascar est une entreprise.

b) Les limites de la politique monétaire

Comme la politique monétaire est assurée par la BCM, cette dernière obéit à certaines règles :

- ✓ Chaque mercredi de la semaine, la BCM fait un contrat rendu avec le gouvernement de l'Etat,
- ✓ Manque de souplesse et de flexibilité des instruments de la politique monétaire,
- ✓ Le taux directeur de la BCM est déterminé en fonction du taux d'inflation pour assurer la positivité en terme réel. Il en résulte ainsi d'une procédure administrative.
- ✓ L'absence d'un objectif intermédiaire bien déterminé avec précision comme principale impulsion de la politique monétaire.

II. La stabilité des prix

1) Définition

La stabilité des prix est l'un des objectifs primordiaux de la banque centrale, car le souci de la banque centrale de Madagascar est de lutter contre l'inflation qui se traduit par une augmentation des prix. La stabilité des prix est une situation économique qui se présente dans une économie bien maintenir l'inflation encourt terme, moyen, et long terme. C'est-à-dire le terme stabilité des prix signifie une maîtrise de la hausse et la baisse de prix dans une économie, sous contrôle de la banque centrale, les autorités monétaire du pays.

2) La stabilité des prix au marché

L'aperçu de la stabilité des prix au marché durant ces dernières années nous donne ces résultats :

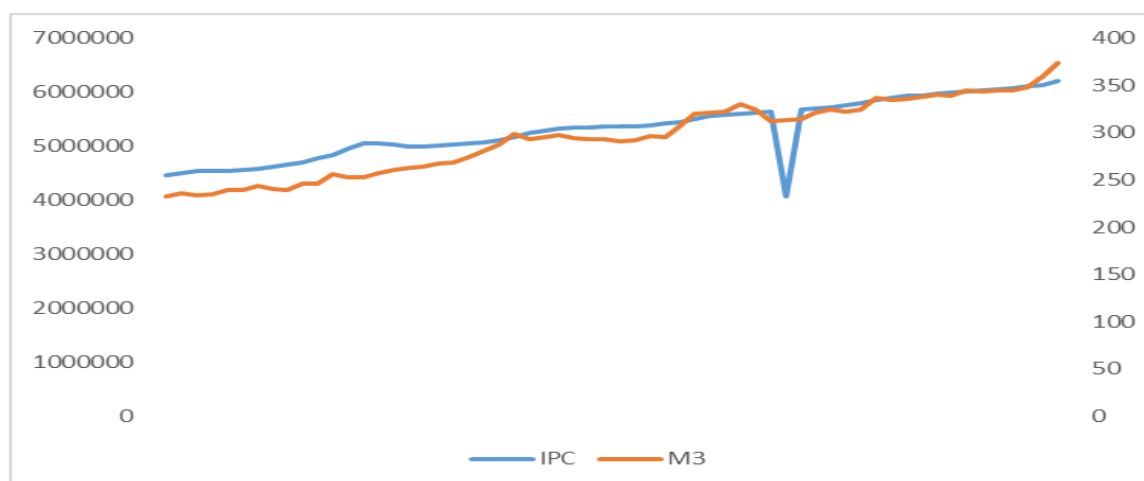
En 2010, les cours des produits de base ont fortement augmenté en raison de la vigueur de la demande mondiale et le choc du côté de l'offre de certains produits.

On a constaté aussi que les prix du baril de pétrole et les prix des produits agricoles en moyen annuel ont augmenté par rapport à 2009 se sont établis à 79,7million de dollars US contre 62,4 million de dollars des produits pétroliers et 23% d'augmentation par rapport à celui de 2009 des produits agricoles.

Pour l'année 2011, durant le premier mois de l'année, les produits de base ont pour la plupart connu une évolution de la hausse de leur prix. Mais à partir du second semestre, une baisse de prix est apparue suite à la faiblesse de la demande mondiale provoquée par la hausse de l'offre. On a aussi remarqué que les produits agricoles, l'évolution à la baisse de cours entraînée au troisième et s'est poursuivie au quatrième semestre de l'année 2011.

La stabilité des prix est toujours continue. En 2012, le taux d'inflation à Madagascar a reculé de 3,7 points par rapport à celui de 2011, passant de 9,5% en 2011 à 5,8% en 2012 en moyenne annuelle, selon l'INSTAT. Cette baisse était expliquée par la crise politique de 2012.

Graphique N° 1: Indice des prix à la consommation et la masse monétaire (2010 à 2014)

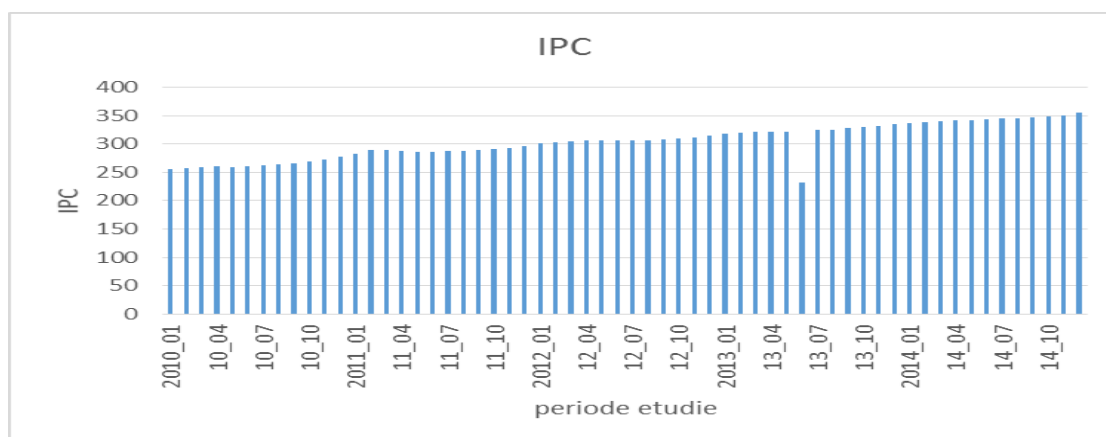


Source : reproduit de l'auteur

En 2013, le taux d'inflation reste stable : 5,8% indique à celui de 2012 en moyen annuelle. Par contre, en glissement annuel, l'indice des prix à la consommation connue une augmentation de 6,3% en 2013 contre 5,8% en 2012.

La réduction du taux d'inflation en 2012 et 2013 s'explique par la diminution du pouvoir d'achat des ménages durant la crise, ce qui s'entraîné en conséquence la réduction de la demande globale.

Graphique N° 2: Indice des prix à la consommation (2010 à 2013) en %

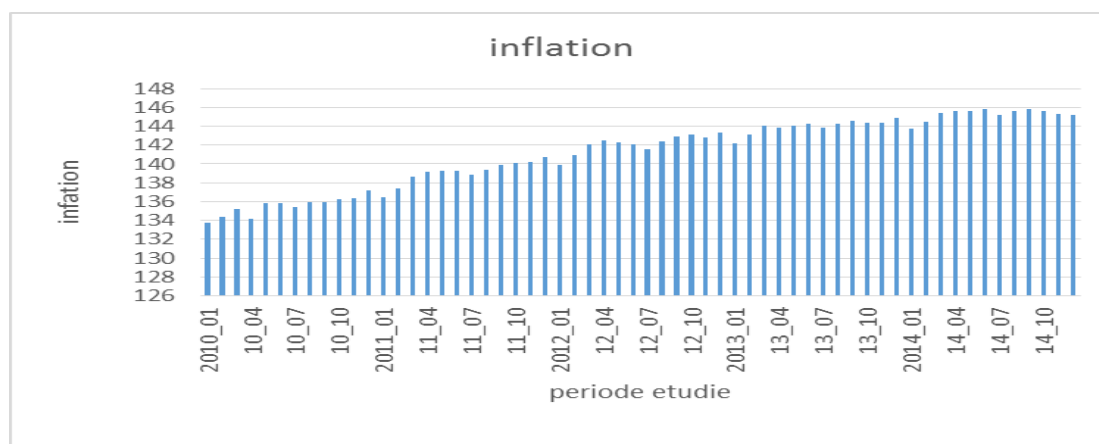


Source : reproduit de l'auteur

A force de constat, on a trouvé qu'au cours de ces trois dernières années, les taux d'inflation indiquent une instabilité discontinue de trimestre à trimestre.

En 2014, l'indice des prix à la consommation (ICP) affichait un accroissement de 6,1% par rapport à celui de 2013, s'ils étaient à 5,8 en 2012 et 2013.

Graphique N° 3: Evolution du taux d'inflation 2010 à 2014 (en %)



Source : reproduit de l'auteur

Chapitre 2 : ANALYSE EMPIRIQUE

Après avoir un perçu sur la politique monétaire et la gestion de cette politique en Madagascar, il nous paraît utile de vérifier empiriquement nos hypothèses de bas.

En effet dans ce chapitre, il sera question d'étudier la relation de cause à effet qui existe entre la politique monétaire de la BCM et le niveau général des prix. On utilisera les données numériques collectées au niveau de la BCM, traitées par l'INSTAT.

I. Présentation des données

Comme, mon travail est limité sur un intervalle de temps bien déterminé, c'est-à-dire 2010 à 2014.

Les données numériques sont collectées durant ces années, calculées par la BCM et INSTAT.

Tableau N° 2: Evolution de la masse monétaire, taux de change officiel et l'indice des prix à la consommation de 2010 à 2014.

Années	Masse monétaire en milliards d'Ar	Taux de change officiel	Indice des prix à la consommation
2010	4493481,5	2775,7	263,5
2011	5235420,7	2815,1	288,5
2012	5592332,6	2821,5	306,8
2013	5893928,2	2921,4	324,7
2014	6549305,7	3202,5	344,4

Source : *Indice des prix à la consommation, rapport annuel de la BCM de 2010 à 2014*

On constate que, la taille de l'échantillon en termes d'année étant petite. Nous allons utiliser les données mensuelles qui ont été extraites sur les rapports annuels de la banque centrale de Madagascar de 2010 à 2014 ainsi que dans les différents numéros de la conteuse d'information statistique de la BCM.

Ces données partent de janvier 2010 à décembre 2014 et seront reprises dans les annexes de ce document (base des données).

II. Traitement des données

Les variables prises en considération dans la présente étude sont : le taux de change officiel, étant donné que ce taux reflète la réalité de l'économie malagasy ; la masse monétaire et les indices des prix à la consommation.

Ainsi, la cotation à l'incertain a été retenue pour le taux de change officiel, se traduisant par le nombre d'unité de franc malgache pour une unité des devises. Concernant l'inflation, c'est l'indice général des prix sur le marché qui a été considéré étant donné qu'il constitue la moyenne des prix.

S'agissant de la masse monétaire, nous allons nous focaliser sur la masse monétaire au sens de M_3 .

III. Application des tests de causalité pour la vérification du sens de relation entre la masse monétaire, indice des prix et taux de change

Au niveau théorique, « la mise en évidence de relations causales entre les variables économiques fournies des réflexions propices pour une meilleure compréhension des phénomènes économiques »

Dans la pratique, la relation causale est nécessaire pour la meilleure formulation de la politique économique.

A ce effet, nous allons utiliser le test de causalité au sens de Granger puisque celle-ci permet au-delà de toute corrélation entre les variables économiques (masse monétaire, indice des prix et taux de change) ; de savoir si la politique monétaire avait ou non influencé l'indice des prix et le taux de change.

IV. La causalité du sens de Granger

Granger (1969) a proposé le concept de causalité pour montrer comment la variable masse monétaire peut influencer les prix et le taux de change ; c'est-à-dire la masse monétaire est la cause des prix et du taux de change ; ou encore l'on peut dire que la masse monétaire explique significativement les variables prix et taux de change.

Dans la pratique, on utilise le test de Fisher pour vérifier la causalité au sens de Granger, et ce test se présente comme suit :

- 1^{er} cas :

H_0 : la masse monétaire n'explique pas les prix

H1 : la masse monétaire explique les prix

• 2^{eme} cas :

H0 : la masse monétaire n'explique pas le taux de change

H1 : la masse monétaire explique le taux de change

Pour admettre qu'une variable cause explique une autre, il faut que la variable Fisher calculé (F) soit supérieure à la valeur de Fisher de la table (Ft) ; ou encore la valeur de la probabilité soit inférieure à 0,05 ou 5%, c'est-à-dire $F > F_t$ et dans ce cas l'hypothèse nulle (H0) est rejetée. Et dans le cas contraire, c'est-à-dire $F < F_t$, on rejette l'hypothèse H1.

V. Spécification du modèle économétrique

Pour mieux démontrer la relation qui existe entre les trois variables, la séquence a été scindée en deux parties : masse monétaire- prix et masse monétaire- taux de change.

a. Masse monétaire et les prix

A ce niveau, le modèle se spécifie comme suit :

$$IPC = \alpha + \beta M3 + \mu$$

IPC : indice général des prix à la consommation ;

M3 : masse monétaire

α et β : les paramètres ; et

μ : terme d'erreur ou variable aléatoire.

b. Masse monétaire et taux de change

A ce niveau, le modèle se spécifie comme suit :

$$TC = \alpha + \beta M3 + \mu$$

TC : taux de change ;

M3 : masse monétaire

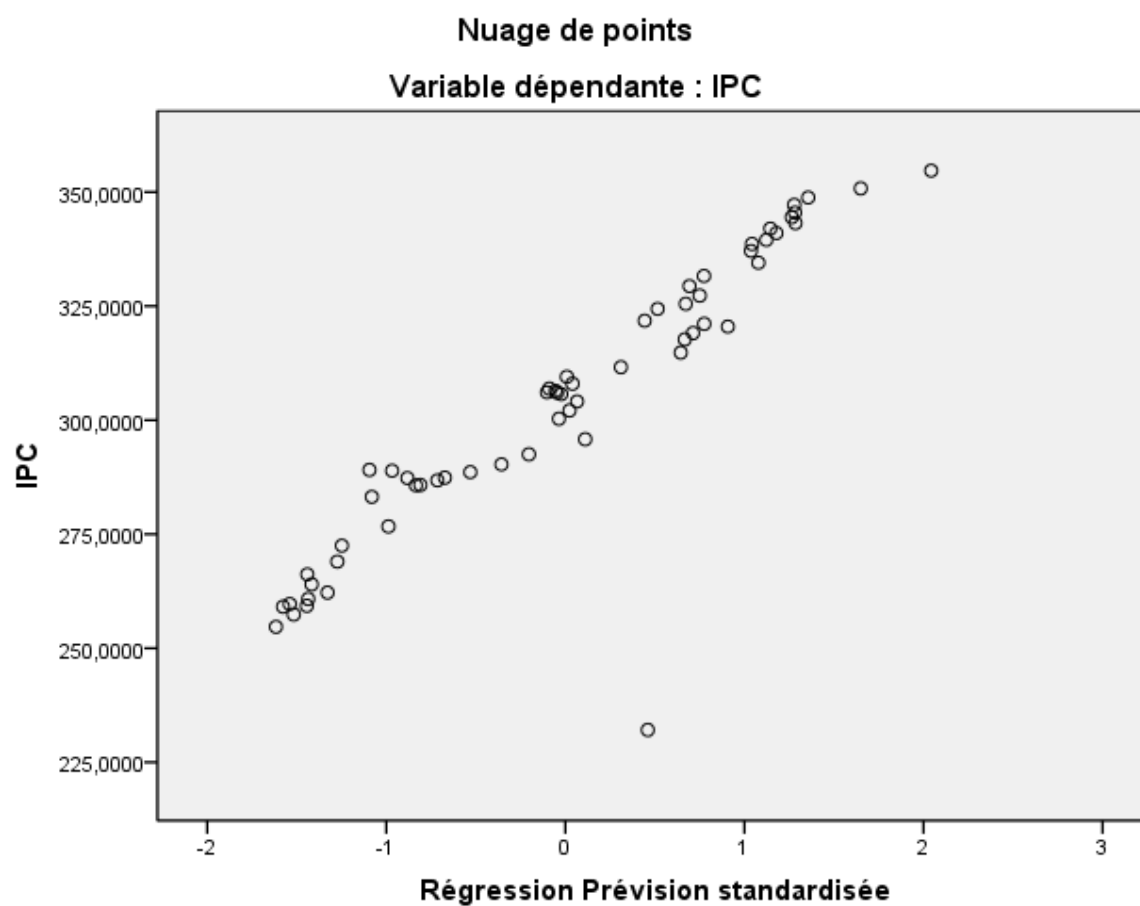
α et β : les paramètres : et

μ : terme d'erreur ou variable aléatoire

VI. Les résultats

a.Masse monétaire et les prix

Graphique N° 4: nuage de points (M3 et IPC)



Source : reproduit de l'auteur effectué par SPSS

Le nuage des points ne donne qu'une idée sommaire de la liaison entre les deux variables (IPC et M3). Pour cette image, on a l'idée qu'il existe corrélation linéaire positive.

Tableau N° 3: Résultats du modèle (M3 et IPC)

Coefficients(a)

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.	95,0% % intervalles de confiance pour B		Corrélations			Statistiques de colinéarité	
	A	Erreur standard	Bêta			Borne inférieure	Limite supérieure	Corrélation simple	Partielle	Partielle	Tolérance	VIF
1 (Constante)	94,839	12,340		7,686	,000	70,138	119,539					
M3	4,0533E-5	,000	,913	17,097	,000	,000	,000	,913	,913	,913	1,000	1,000

Récapitulatif des modèles(b)

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Changement dans les statistiques					Durbin-Watson
					Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F	
1a	,913	,834	,832	12,368955	,834	292,313	1	58	,000	1,932

Source : calcul de l'auteur effectué par SPSS

Après application de la méthode des moindres carrés ordinaires, les résultats obtenus avec SPSS (voir tableau n°3 ; (a), (b)) se présentent comme suit :

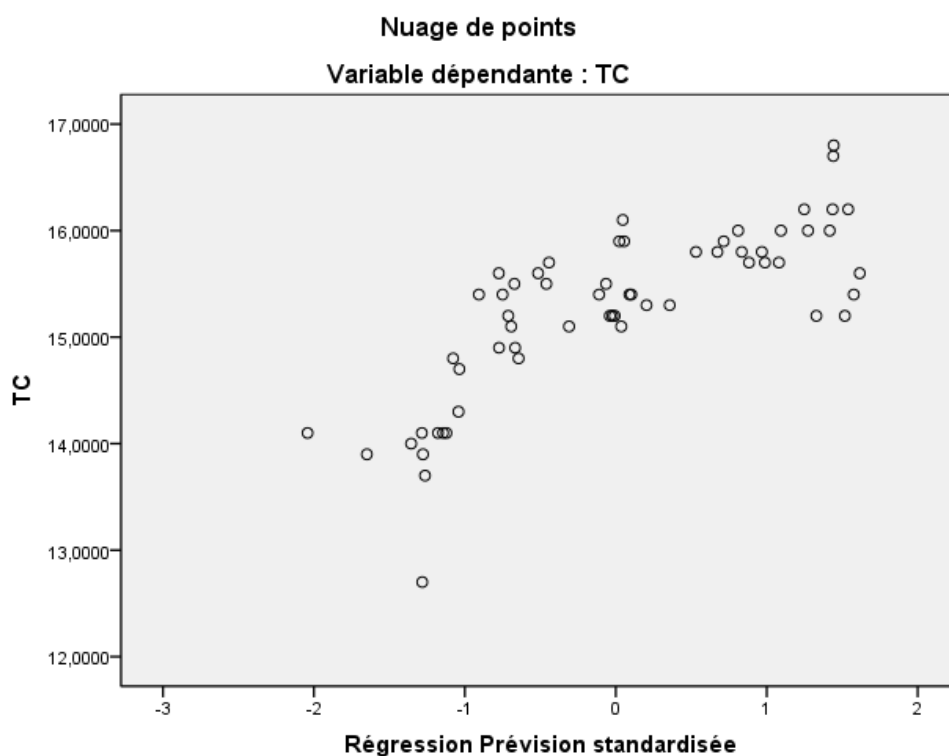
$$IPC = 94839 + 4,053 M3$$

$$t(1,95996) (17,097)$$

$$R^2 = 0,834 ; DW = 1,932 ; F = 292,313$$

b. Masse monétaire et taux de change

Graphique N° 5: nuage de points (M3 et TC)



Source : reproduit de l'auteur effectué par SPSS

Le nuage des points ne donne qu'une idée sommaire de la liaison entre les deux variables (TC et M3). Pour cette image, on a l'idée qu'il existe corrélation linéaire négative

Tableau N° 4: Résultats du modèle (M3 et TC)

Coefficients(a)

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	T	Sig.	95,0% % intervalles de confiance pour B		Corrélations			Statistiques de colinéarité	
	A	Erreur standard	Bêta			Borne inférieure	Limite supérieure	Corrélation simple	Partielle	Partielle	Tolérance	VIF
1 (Constante)	19,965	,494		40,408	,000	18,976	20,954					
M3	-9,109E-7	,000	-,783	-9,597	,000	,000	,000	-,783	-,783	-,783	1,000	1,000

Source : calcul de l'auteur effectué par SPSS

Récapitulatif des modèles(b)

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Changement dans les statistiques					Durbin-Watson
					Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F	
1	,783 ^a	,614	,607	,4952680	,614	92,105	1	58	,000	,611

Source : calcul de l'auteur effectué par SPSS

Après application de la méthode des moindres carrés ordinaires, les résultats obtenus avec SPSS (voir tableau n°4 ;(a), (b)) se présentent comme suit :

TC=19,965-9,109M3

t (1,95996) (9,597)

R²= 0,614 ; DW= 0,611 ; F=92,105

VII. Interprétation

Il sera d'abord question d'interpréter les résultats de la première relation (masse monétaire- prix) et puis la deuxième relation (masse monétaire- taux de change)

a. Masse monétaire et les prix

Nous obtenons un modèle globalement bon dans l'ensemble, tous les coefficients sont significatifs. La statistique Fischer calculée est supérieure à celui de la table ; le coefficient de détermination R²=0,832 est acceptable et la statistique DW est proche de 2, ce qui explique l'absence d'auto corrélation des erreurs (voir tableau n° :3 ; (a)et(b)) et F=292,313> Ft=2, H0 rejeté.

S'agissant de relation des variables, l'analyse des résultats montre que la corrélation masse monétaire - prix est positive, c'est à dire la hausse du niveau général des prix est expliqué par la variation de la masse monétaire

b. Masse monétaire et taux de change

Nous obtenons un modèle globalement bon dans l'ensemble, tous les coefficients sont significatifs. La statistique Fischer calculée est supérieure à celui de la table ; le coefficient de détermination $R^2=0,614$ est acceptable et la statistique DW est plus lion de 2, ce qui explique l'existence d'auto corrélation des erreurs (voir tableau n°4 :(a) ;(b))

S'agissant de relation des variables, l'analyse des résultats montre que la corrélation masse monétaire - Taux de change est négative, la variation du taux de change est expliquée par la variation de la masse monétaire avec une relation inverse car $\beta=-9,109<0$.

Conclusion partielle

Dans ce chapitre, nous avons établi la relation des causes à effet qui existe entre la politique monétaire de la BCM et les autres variables économiques ; à savoir l'indice général des prix et le taux de change. En effet, après le calcul nous constatons que la politique monétaire de la BCM n'a pas atteint son objectif celui de stabiliser le prix, car la hausse du niveau général des prix est expliquée par la mauvaise politique monétaire de la BCM durant la période sous étude.

CONCLUSION GENERALE

Après analyse et interprétation des résultats, nous s'observons que nos hypothèses ont été confirmées.

En effet, nous sommes partis de l'hypothèse selon laquelle la politique monétaire de la BCM agit inefficacement sur le niveau général des prix ; les résultats du calcul effectué à SPSS montrent que la politique monétaire de la BCM a un impact négatif sur le niveau général des prix, la hausse du niveau général des prix est expliquée par la mauvaise politique monétaire de la BCM pendant la période sous étude.

Dès lors, l'échec de la politique monétaire en Madagascar a stabilisé les prix crée la polémique sur la question de savoir son responsable. Les uns peuvent dire que le vrai responsable de l'échec de la politique monétaire incombe à l'autorité monétaire qui est la BCM au regard de l'article 6 de la loi N° 94-004 du 10 juin 1994. La banque centrale de Madagascar consacre son autonomie ; les autres en revanche attribuent cet échec au pouvoir exécutif en se référant à l'article deux des statuts de Banque Centrale qui exige que la politique monétaire s'inscrive dans le cadre de la politique économique du gouvernement.

Au regard des éclaircissements ci haut, il ressort que la responsabilité de l'inefficacité de la politique monétaire en Madagascar incombe aussi bien au gouvernement qu'à l'autorité monétaire (BCM) étant donnée son incapacité attestée de résister aux pressions du gouvernement en matière d'octroi des avances pour combler le déficit budgétaire qui est pour la plupart de cas, source de la hausse généralisée des prix c'est-à-dire l'inflation.

Nous suggérons au gouvernement de notre pays, une discipline budgétaire dans la gestion des finances publiques afin d'éviter tout recourt au financement du déficit budgétaire par les avances de la BCM et à l'autorité monétaire de notre pays qui est la Banque Centrale de Madagascar (BCM), la cohérence et la rationalité dans la gestion des instruments de la politique monétaire pour bien atteindre son objectif finale qui est de stabiliser les prix dans l'économie.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

- BEZIADE M., *La monnaie*, 2^{em} Ed, Paris, 1986
- DAVID J.H et JAFFREP. , *La monnaie et politique monétaire*, 3em éd, Economica, Paris, 1997.
- Régis Bourbonnais, *Économétrie*, Dunod, 9^{em}, éd, Paris, 2015.
- Jean-Pierre PATAT, *Monnaie, institutions financières et politique monétaire*, 5em Edition Economica, 1993, Paris.
- Gilles Jacoud, *La monnaie dans l'économie*, Edition Nathan, 1994, Paris
- HAHNF., *Monnaie et inflation*, éd, écnomica, Paris, 1984.
- KEMPTP., *macroéconomie*, éd, Dalloz. Paris, 2000.
- KEYNES John Maynard, *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt de la monnaie*, 1936, Paris

II. Documents officiels

- Banque central de Madagascar, *Différents rapports annuels de 2010 à 2014*.
- INSTAT
- F.M.I
- La loi de 1994 de la banque centrale de Madagascar

III. Notes ou support des cours

- CHARIFOU MAOULANA. , << *Economie monétaire* >>, note de cours, 2em licence économie, UDC, 2014.

IV. Mémoire consulté

- TIANARIVELO Herinandrianina, *Etude comparative du budget programme Malgache avec celui d'un autre pays, mémoire, science économie*, université d'Antananarivo, 15 décembre 2009.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS -----	i
LISTE DES ACRONYMES -----	iii
GLOSSAIRE -----	iv
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES -----	v
LISTE DES ANNEXES -----	vi
SOMMAIRE -----	ii
INTRODUCTION GENERALE -----	1
PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE ET DEFINITION DE LA POLITIQUE	
MONETAIRE -----	
Chapitre 1 : LA POLITIQUE MONETAIRE DANS LE CAS GENERAL.-----	4
I. La présentation et spécification de la monnaie -----	4
1. Définition de la monnaie -----	4
a) La monnaie en tant qu'institution -----	4
b) La monnaie en tant que bien -----	4
c) La monnaie en tant qu'actif-----	5
2. Les fonctions de la monnaie -----	5
a. La fonction d'intermédiaire des échanges -----	5
b. La fonction de réserve de valeur -----	5
c. La fonction d'unité de compte-----	6
II. La politique monétaire -----	6
A. Définition de la politique monétaire -----	6
B. Buts de la politique monétaire -----	7
1. Objectif général ou final de la politique monétaire. -----	7
a) Le plein emploi -----	8
b) La stabilité des prix-----	8
c) L'équilibre extérieur (balance extérieur)-----	8
d) La croissance économique -----	8
2. Les objectifs spécifiques de la politique monétaire -----	9
3. Objectifs opérationnels de la politique monétaire -----	9
C. Les outils de la politique monétaire-----	10
1) Les moyens du contrôle direct-----	11

2) Les moyens du contrôle indirect -----	11
a. Réescompte ou refinancement -----	11
b. Open Market -----	11
III. Les théories de la monnaie -----	11
1. La théorie de Friedman -----	11
2. La théorie quantitative de la monnaie -----	12
Chapitre 2 : LA STABILITE DES PRIX -----	15
I. Concept de la stabilité des prix -----	15
II. L'inflation -----	15
1. Définitions -----	15
2. Les formes de l'inflation -----	16
a) L'inflation par la demande -----	16
b) L'inflation par le coût ou inflation par les revenus -----	17
III. Protection contre l'inflation -----	17
a) La protection individuelle -----	18
b) La protection collective -----	18
c) La protection institutionnelle -----	18
IV. Les effets de l'inflation -----	19
1. les effets sur la production -----	19
a) L'inflation lente et la croissance économique -----	19
b) L'hyper inflation -----	19
c) L'inflation et le déficit extérieur -----	19
2. Les effets sur le revenu -----	20
PARTIE 2 : APPROCHE ANALYTIQUE -----	21
Chapitre 1 : VISION SUR LA POLITIQUE MONETAIRE SUR LE NIVEAU GENERAL	
DES PRIX : CAS DE MADAGASCAR DE 2010 à 2014 -----	22
I. La gestion de la politique monétaire -----	22
1. Les instruments de la politique monétaire à Madagascar -----	23
a. Le taux directeur -----	23
b. Le coefficient des réserves obligatoires (RO) -----	24
c. Les interventions sur le marché monétaire. -----	24
2. La relation entre la politique monétaire et la politique budgétaire -----	24
3. Les points positifs et limites de la politique monétaire. -----	25
a) Les points positifs -----	25

b) Les limites de la politique monétaire -----	25
II. La stabilité des prix -----	25
1) Définition -----	25
2) La stabilité des prix au marché -----	26
Chapitre 2 : ANALYSE EMPIRIQUE -----	28
I. Présentation des données -----	28
II. Traitement des données -----	29
III. Application des tests de causalité pour la vérification du sens de relation entre la masse monétaire, indice des prix et taux de change -----	29
IV. La causalité du sens de Granger -----	29
V. Spécification du modèle économétrique -----	30
a. Masse monétaire et les prix -----	30
b. Masse monétaire et taux de change -----	30
VI. Les résultats -----	31
a. Masse monétaire et les prix -----	31
b. Masse monétaire et taux de change -----	33
VII. Interprétation -----	35
a. Masse monétaire et les prix -----	35
b. Masse monétaire et taux de change -----	36
CONCLUSION GENERALE -----	37
BIBLIOGRAPHIE -----	38
TABLE DES MATIERES -----	39
ANNEXES -----	vii

LES ANNEXES

ANNEXE 1

Tableau N°2 : Evolution de la masse monétaire, taux de change officiel et l'indice des prix à la consommation de 2010 à 2014.

Années	Masse monétaire en milliards d'Ar	Taux de change officiel	Indice des prix à la consommation
2010	4493481,5	2775,7	263,5
2011	5235420,7	2815,1	288,5
2012	5592332,6	2821,5	306,8
2013	5893928,2	2921,4	324,7
2014	6549305,7	3202,5	344,4

Source : *Indice des prix à la consommation, rapport annuel de la BCM de 2010 à 2014*

ANNEXE 2

Basse des données

Date	IPC	TC	M3	inflation
2010_01	254,7	15,6	4064085	133,8
10_02	257,4	15,2	4131240	134,4
10_03	259,1	15,4	4090785	135,2
10_04	259,7	16,2	4116177	134,2
10_05	259,3	16,8	4181194	135,8
10_06	260,8	16,2	4186169	135,8
10_07	262,2	15,2	4259346	135,4
10_08	264	16	4199289	135,9
10_09	266,2	16,7	4182926	135,9
10_10	269	16	4296756	136,2
10_11	272,5	16,2	4313983	136,4
10_12	276,7	15,7	4490523	137,2
2011_01	283,2	15,7	4427436	136,5
11_02	289,1	16	4418627	137,4
11_03	288,9	15,8	4504471	138,6
11_04	287,3	15,7	4562437	139,2
11_05	285,7	15,8	4594836	139,3
11_06	285,8	16	4611494	139,3
11_07	286,8	15,9	4676297	138,9
11_08	287,4	15,8	4704509	139,4
11_09	288,6	15,8	4801056	139,9
11_10	290,3	15,3	4919228	140,1
11_11	292,5	15,3	5023396	140,2
11_12	295,8	15,4	5236991	140,7

2012_01	300,3	15,1	5137297	139,9
12_02	302,1	15,2	5177435	140,9
12_03	304,1	15,5	5205916	142,1
12_04	305,7	15,9	5146019	142,5
12_05	306	16,1	5130387	142,3
12_06	306,4	15,9	5124670	142,1
12_07	306,1	15,4	5092264	141,6
12_08	306,9	15,4	5100802	142,4
12_09	308	15,2	5188605	142,9
12_10	309,5	15,2	5167194	143,1
12_11	311,6	15,1	5372418	142,8
12_12	314,8	14,8	5599333	143,3
2013_01	317,7	14,9	5614717	142,2
13_02	319,1	15,2	5646136	143,1
13_03	320,5	15,4	5777954	144,1
13_04	321,1	15,6	5688464	143,9
13_05	321,8	15,7	5462398	144,1
13_06	232,1	15,5	5474415	144,3
13_07	324,4	15,6	5511775	143,9
13_08	325,5	15,5	5618260	144,3
13_09	327,3	15,4	5671306	144,6
13_10	329,4	15,1	5632348	144,4
13_11	331,6	14,9	5687602	144,4
13_12	334,5	14,8	5893947	144,9
2014_01	337,1	14,7	5865966	143,7
14_02	338,6	14,3	5869792	144,5
14_03	339,5	14,1	5924055	145,4
14_04	341	14,1	5962471	145,6
14_05	342	14,1	5939090	145,6
14_06	343,2	14,1	6034528	145,8
14_07	344,5	13,7	6020438	145,2
14_08	345,5	12,7	6032916	145,6
14_09	347,2	13,9	6029843	145,8
14_10	348,8	14	6082856	145,6
14_11	350,8	13,9	6282055	145,3
14_12	354,7	14,1	6549306	145,2

ANNEXE 3

Tableau N°3 : Résultats modelé (M3 et IPC)

Coefficient(a)

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.	95,0% % intervalles de confiance pour B		Corrélations			Statistiques de colinéarité	
	A	Erreur standard	Bêta			Borne inférieure	Limite supérieure	Corrélation simple	Partielle	Partie	Tolérance	VIF
1C (Constante)	94,839	12,340		7,686	,000	70,138	119,539					
M3	4,0533E-5	,000	,913	17,097	,000	,000	,000	,913	,913	,913	1,000	1,000

Source : calcul de l'auteur effectué par SPSS

Récapitulatif des modèles(b)

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Changement dans les statistiques					Durbin-Watson
					Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F	
1	,913 ^a	,834	,832	12,3689555	,834	292,313	1	58	,000	1,932

Source : calcul de l'auteur effectué par SPSS

ANNEXE 4

Tableau N°4 : Résultats modelé (M3 et TC)

Coefficients(a)

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.	95,0% % intervalles de confiance pour B		Corrélations			Statistiques de colinéarité	
	A	Erreur standard	Bêta			Borne inférieure	Limite supérieure	Corrélation simple	Partielle	Partielle	Tolérance	VIF
1 (Constante)	19,965	,494		40,408	,000	18,976	20,954					
M3	-9,109E-7	,000	-,783	-9,597	,000	,000	,000	-,783	-,783	-,783	1,000	1,000

Source : calcul de l'auteur effectué par SPSS

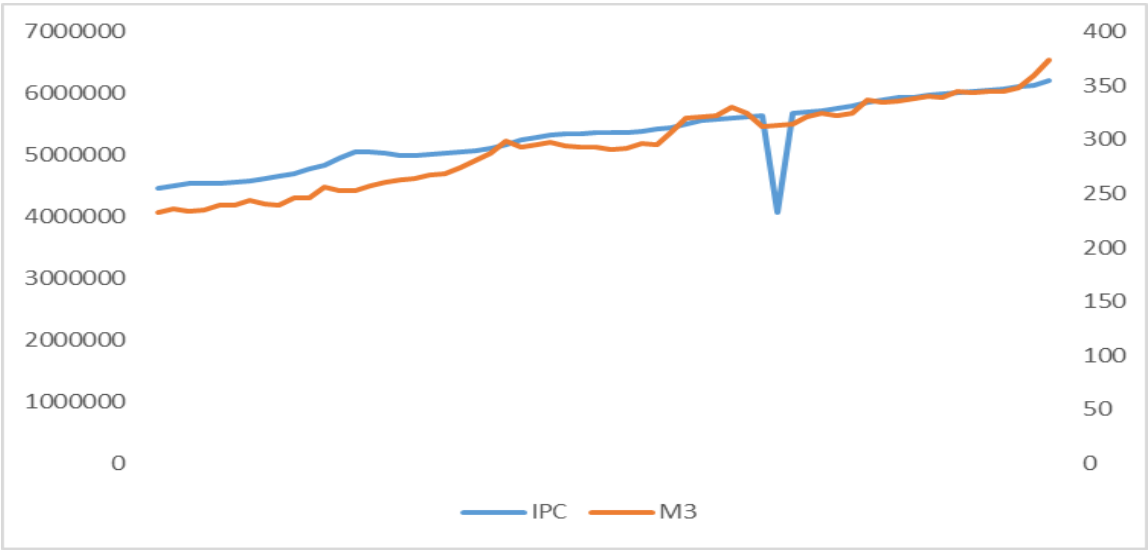
Récapitulatif des modèles(b)

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Changement dans les statistiques					Durbin-Watson
					Variation de R-deux	Variation de F	ddl1	ddl2	Sig. Variation de F	
1	,783 ^a	,614	,607	,4952680	,614	92,105	1	58	,000	,611

Source : calcul de l'auteur effectué par SPSS

ANNEXE 5

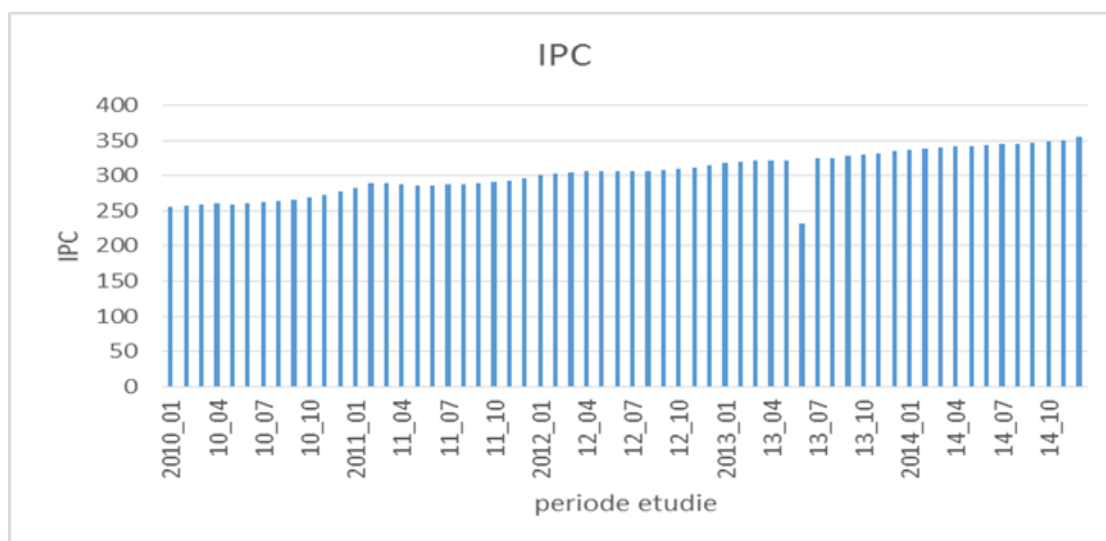
Graphique N° 1 : Indice des prix à la consommation et la masse monétaire (2010 à 2014)



Source : reproduit de l'auteur

ANNEXE 6

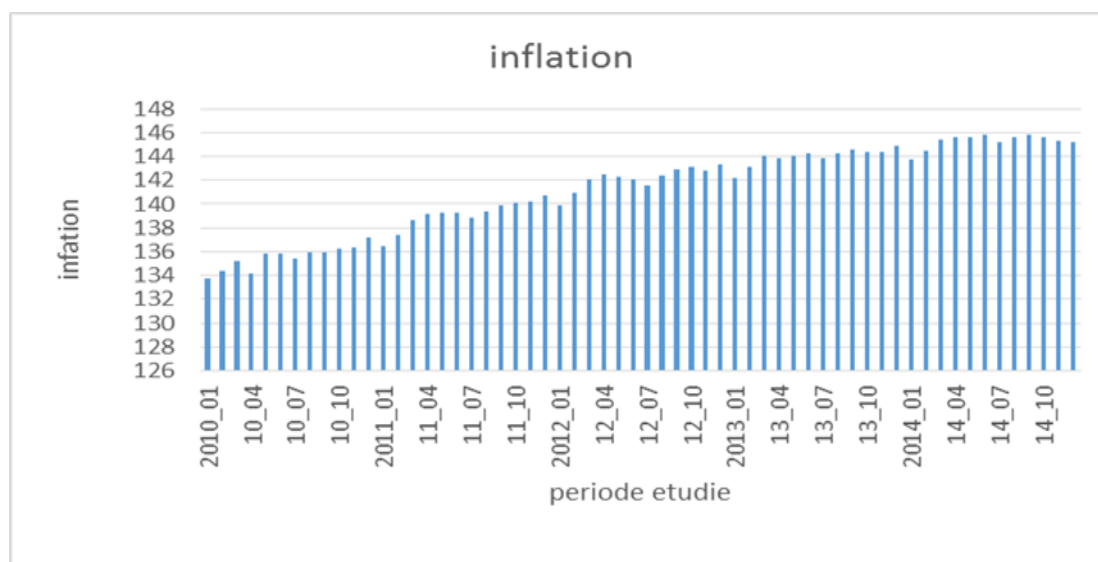
Graphique N°2 : Indice des prix à la consommation (2010 à 2013) en %



Source : reproduit de l'auteur

ANNEXE 7

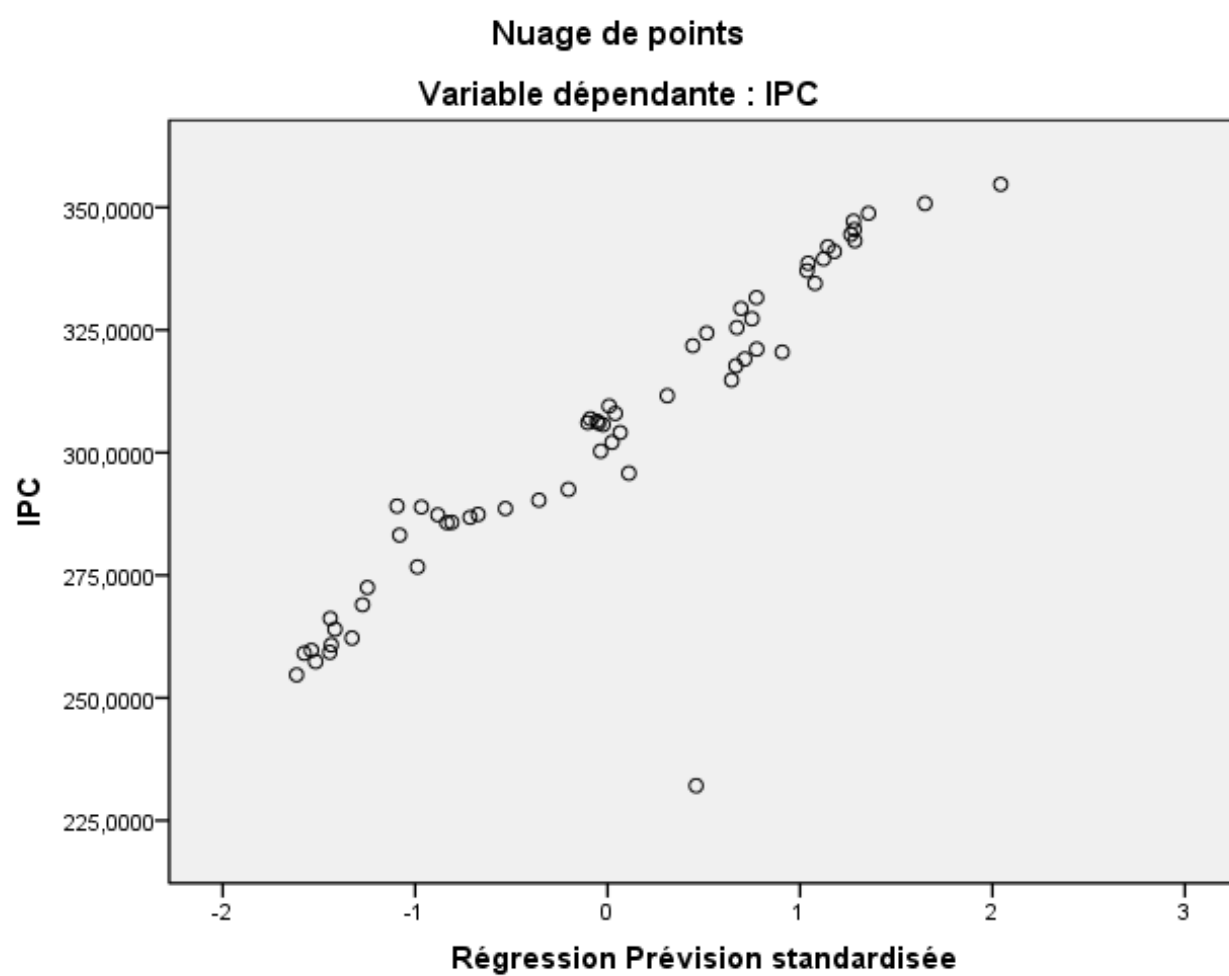
Graphique N°3 : Evolution du taux d'inflation 2010 à 2014 (en %)



Source : reproduit de l'auteur

ANNEXE 8

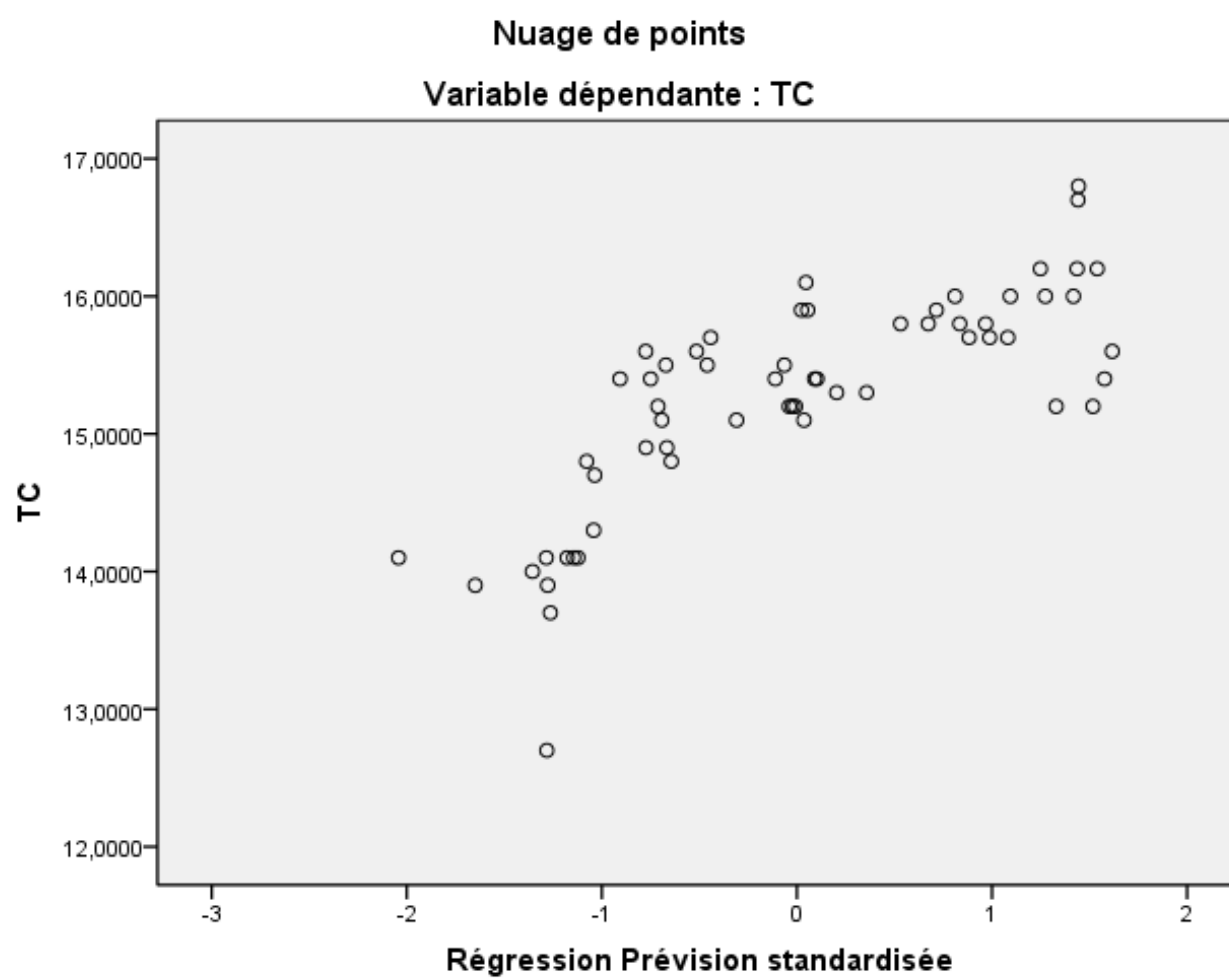
Graphique N°4 : nuage de points (M3 et IPC)



Source : reproduit de l'auteur effectué par SPSS

ANNEXE 9

Graphique N°5 : nuage de points (M3 et TC)



Source : reproduit de l'auteur effectué par SPSS

Auteur : ABOUSOIR ABDALLAH

Titre : « L'incidence de la politique monétaire sur le niveau général des prix : cas de Madagascar de 2010 à 2014 »

Nombre de page : 41

Tableaux : 4

Graphique : 5

Annexes : 9

Contact : aabousoir@yahoo.com, 034 60 160 72

Adresse de l'auteur : Lot VA 36 CQ BIS TSIADANA

RESUME

Notre pays Madagascar est parmi des pays du monde qui notent une inflation continue. Cette étude réalisée dans le cadre du mémoire de maîtrise a pour but de connaître si la masse monétaire explique le niveau général des prix. La relation existante fait l'objet de ce travail.

Le traitement des données numériques issues de la Banque Centrale de Madagascar montre par une analyse empirique qu'il y a une relation causale entre la masse monétaire et le niveau général de prix dans le cas de Madagascar. Elle marque que l'augmentation de la masse monétaire en circulation engendre une hausse de prix au marché, puis elle prouve une relation inverse entre la masse monétaire et le taux de change.

Mots clés : Banque d'Emission, Inflation, La causalité du sens de la Granger,
Niveau général des prix, Politique conjoncturelle, Politique monétaire

Encadreur : Madame RAMANANTSEHENO Domoina (Docteur)

Le numero 1 mondial du memoires

www.rapport-gratuit.com

clubmemoire@gmail.com

